

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

DREAL FRANCHE-COMTE
Unité Territoriale Centre
Antenne de Vesoul

ARRETE DREAL//2010 n° 89

en date du

19 JAN 2010

mettant en demeure la société CFF Recycling ESKA pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'HÉRICOURT, de satisfaire aux dispositions de l'article 7.2 de l'arrêté n° 2901 du 15 novembre 1991 réglementant les conditions d'exploitation du chantier de récupération précédemment exploité par la SA CRI BLUM VERNEREY à HÉRICOURT

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU

- le titre Ier du livre V du code de l'environnement partie législative et notamment ses articles L.512-3 et L.514-1 premier alinéa ;
- le titre Ier du livre V du code de l'environnement partie réglementaire et notamment son article R.512-28 ;
- l'annexe de l'article R.511-9 dudit code, portant nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral n° 2901 du 15 novembre 1991 réglementant les conditions d'exploitation du chantier de récupération de la SA CRI BLUM VERNEREY à HÉRICOURT et notamment son article 7.2 en son dernier alinéa ;
- le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 10 février 1992 au nom de la SA KERN Division CRI BLUM VERNEREY ;
- le changement de dénomination de la société désormais nommée ESKA, déclarée le 21 août 2002 ;
- le dossier déposé le 3 juillet 2007 par la société CFF RECYCLING ESKA ;
- le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 4 janvier 2010 relatant le non-respect de l'article 7.2 susvisé ;
- l'avis et les propositions de l'Inspection des Installations Classées en date du 4 janvier 2010 ;

CONSIDÉRANT le fonctionnement toutes tranches horaires de l'installation de traitement par broyage ;

CONSIDÉRANT que ce procédé est utilisé, selon le dossier déposé susvisé et la correspondance de l'exploitant en date du 8 janvier 2006, pour le traitement des Gros Electroménagers Froids (GEM) dans le cadre de l'activité DEEE exercée par l'installation ;

CONSIDERANT que l'exploitation de l'installation susvisée est menée dans des conditions irrégulières et qu'il importe pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement de mettre fin à cette situation dans les meilleurs délais ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture.

ARRETE

ARTICLE 1 :

La **SOCIETE CFF Recycling ESKA** est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'HÉRICOURT, de satisfaire **sous un délai de 15 jours** à compter de la date de notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 7.2 susvisé qui dispose :

« Les opérations bruyantes suivantes : démolition de carcasses , broyage, cassage de métaux sont interdites entre 20 heures et 7 heures. »

ARTICLE 2 :

Si au terme du délai fixé à l'article premier, l'exploitant n'a pas déféré aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L.514-1 susvisé, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié au Directeur de la Société CFF RECYCLING ESKA à HÉRICOURT. Il sera affiché pendant un mois à la mairie par les soins du Maire d'HÉRICOURT.

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative par l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir à compter du jour où ledit acte lui a été notifié.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de LURE, le Maire d'HÉRICOURT, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de FRANCHE-COMTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le

19 JAN. 2010

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Wassim KAMEL